COMMUNIQUE

S'agissant de la restructuration du CHNDS, les autorités sanitaires ont constamment dissimulé leurs intentions réelles. De ce fait, les décalages entre la réalité du projet et ce qu'en escomptaient les personnels de santé, les élus et la population se multiplient au fil du temps.

On nous promettait un plateau technique unique avec des portes d'entrée. Mensonge ! Il devient clair que l'on s'achemine vers un hôpital unique.

On nous promettait le maintien des lits et des capacités d'accueil. Mensonge ! Une partie d'entre eux est déjà passée à la trappe.

On nous promettait un maintien des emplois et une amélioration des conditions de travail des soignants. Mensonge ! 150 emplois, au moins, ont déjà été sacrifiés pour financer en partie l'opération. Les soignants dénoncent l'alourdissement de leurs tâches et les usagers constatent dans différents services un recul de la qualité de la prise en charge malgré le dévouement des professionnels de santé.

On nous promettait un afflux de médecins spécialistes du simple fait de l'attractivité du plateau technique unique. Mensonge! On constate aujourd'hui qu'une partie de ceux qui y travaillent depuis des années et dont la compétence est reconnue font le choix de partir. Ils ne le font pas « parce qu'ils cherchent à détruire l'hôpital » mais parce qu'ils ne se retrouvent pas dans un projet imposé hors de toute concertation, dans une opacité délibérément entretenue. Ils ne peuvent y adhérer dans ces conditions. C'est aussi le cas des élus et de la population.

On nous promettait le maintien de portes d'entrée à Thouars et Parthenay avec un service d'accueil des urgences, un SMUR et des consultations avancées. Nouveau mensonge ? L'avenir le dira mais force est de constater que les autorités sanitaires continuent de jouer sur les mots et d'entretenir un flou permanent qui n'augure rien de bon.

On nous promettait un « grand hôpital » inscrit dans un « bon projet ». L'absence d'écoute, le mépris pour la population et ses représentants, transforment le projet en un immense gâchis financier et médical, pour le territoire et ses habitants et pour l'hôpital lui-même.

Le Conseil d'administration

Collectif de Défense de l'Offre de soins en NDS

Le 04 10 2017